



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

COMITE FRANÇAIS D'ORGANISATION ET DE NORMALISATION BANCAIRES (CFONB)

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 18, rue La Fayette
75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



**COMITE FRANÇAIS D'ORGANISATION ET DE NORMALISATION
BANCAIRES (CFONB)**

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 18, rue La Fayette
75009 PARIS

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

**Aux adhérents du Comité Français d'Organisation et de Normalisation Bancaires
(CFONB)**

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Comité Français d'Organisation et de Normalisation Bancaires (CFONB) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres du Conseil d'administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 4 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Cyrille BAUD

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	46 446,00	31 730,99	14 715,01	29 471,01
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	26 114,66	22 761,04	3 353,62	3 672,65
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	400 000,00	24 121,70	375 878,30	375 878,30
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	472 560,66	78 613,73	393 946,93	409 021,96
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	16 664,76		16 664,76	6 000,00
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 222,17		1 222,17	1 410,65
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 001 068,40		1 001 068,40	820 201,47
	Charges constatées d'avance	1 621,09		1 621,09	1 243,15
	TOTAL (II)	1 020 576,42		1 020 576,42	828 855,27
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	1 493 137,08	78 613,73	1 414 523,35	1 237 877,23
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	278 930,07	278 930,07
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	400 000,00	400 000,00
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau	426 899,35	270 124,58
	Excédent ou déficit de l'exercice	118 210,43	156 774,77
	Total des fonds propres (situation nette)	1 224 039,85	1 105 829,42
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	1 224 039,85	1 105 829,42
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
FONDS PROPRES	Total des fonds reportés et dédiés		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	199,08	212,33
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	181 466,78	124 452,42
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	8 817,64	7 383,06
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	190 483,50	132 047,81
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 414 523,35	1 237 877,23
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	118 210,43	156 774,77
	(1) Dont à moins d'un an	190 483,50	132 047,81
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	199,08	212,33

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	743 869,40	740 741,50
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	13 664,76	6 000,00
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		4 666,70
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	0,18	0,31
Total des produits d'exploitation		757 534,34	751 408,51
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	578 194,36	512 773,38
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	33,00	55,00
	Salaires et traitements	6 000,00	20 871,28
	Charges sociales	1 968,12	4 032,58
	Dotation aux amortissements et dépréciations	16 911,03	18 531,56
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	40 869,68	39 995,12
Total des charges d'exploitation		643 976,19	596 258,92
RESULTAT D'EXPLOITATION		113 558,15	155 149,59

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		113 558,15	155 149,59
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	5 417,28	1 806,18
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		5 417,28	1 806,18
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		5 417,28	1 806,18
RESULTAT COURANT avant impôts		118 975,43	156 955,77
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		765,00	181,00
TOTAL DES PRODUITS		762 951,62	753 214,69
TOTAL DES CHARGES		644 741,19	596 439,92
EXCEDENT ou DEFICIT		118 210,43	156 774,77
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		437 167,00	371 703,00
Bénévolat			
TOTAL		437 167,00	371 703,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		437 167,00	371 703,00
Personnel bénévole			
TOTAL		437 167,00	371 703,00

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

A) Description de l'association

En 1930, la profession bancaire met en place une instance d'organisation et de normalisation, le Comité Permanent d'Organisation Bancaire (CPOB), sous forme d'association professionnelle régie par la Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

En juillet 1942, il est remplacé par le Sous-Comité d'Etudes Techniques et de Normalisation Bancaire.

Ce dernier prend ensuite le nom de Comité d'Etudes Techniques et de Normalisation Bancaire (CETNB) et est placé sous l'égide de l'Association Professionnelle des Banques.

C'est en 1979 que le Comité prend la dénomination de CFONB.

Il est devenu le 16 décembre 2008 une association professionnelle régie par la Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association et déclarée non fiscalisée, au regard de sa mission d'intérêt général, pour son travail de normalisation des normes bancaires dont bénéficient les adhérents et la profession bancaire.

Ce travail d'intérêt général a été reconnu par le Ministère des Finances par une lettre d'agrément au CFONB en 1984.

Objet social de l'entité :

Les travaux du CFONB travaux s'inscrivent dans le cadre devenu Européen et International d'organisation et de normalisation des moyens et services de paiement et des instruments financiers.

Dans ce cadre, l'association exerce directement ou en liaison avec d'autres organismes de Place toute(s) action(s) pour le respect et la défense des règles et standards de son ressort.

Elle intervient en tant que Bureau de Normalisation pour compte de la profession bancaire et financière.

Nature et Périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

- favoriser et organiser l'élaboration et la définition de règles professionnelles et de standards pour leur utilisation en France tant pour les relations entre établissements que pour celles entre les établissements et leurs clients ;
- se coordonner auprès de tout organisme privé ou public national, européen ou international, et en particulier auprès de l'Etat français et des administrations françaises, de la Banque de France, de la Commission européenne, de la Banque Centrale Européenne, etc.
- établir des relations utiles de concertation et de coopération avec les pouvoirs publics, les

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

organisations professionnelles et interprofessionnelles, françaises, européennes et internationales.

- élaborer, développer et faire progresser les normes françaises, européennes et internationales,
- définir autant que de besoin les modalités d'implémentation et d'utilisation en France des normes européennes et/ou internationales et en informer les acteurs concernés,
- alerter les instances compétentes de la profession bancaire et financière de tout projet de normalisation susceptible de les impacter.

Moyens mis en œuvre :

- 22 adhérents actifs recensés en 2023
- Conseil d'administration de 17 membres
- Un bureau du conseil
- Un comité financier
- 4 pôles regroupant 61 groupes de travail
- Des ressources propres liées aux adhésions

B) Réglementation comptable

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 414 523 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 762 952 euros** et un total **charges de 644 741 euros**, dégagant ainsi un **résultat de 118 210 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence définies par les règlements ANC N°2018-06 et ANC n°2014-03 consolidés applicables à partir du 1^{er} janvier 2020.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Fonds associatifs

Les associations n'ont pas de capital social.

L'équivalent du compte capital social correspond chez les associations au compte *Fonds Propres anciennement fonds associatifs*.

Comme pour un compte de capital social, ce compte est alimenté par des apports, soit en numéraire, soit en nature provenant de personnes physiques ou morales, apports définitifs en principe faits lors de la constitution.

Dans le cas de l'association CFONB, ils correspondent à la sommation des excédents et déficits depuis la constitution de l'association.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Site internet	3ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels	3 ans
Agencements	5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées des éléments suivants:

Titres de participation	400 000,00 €
-------------------------	--------------

En 2010, le CFONB a participé à la constitution EBICS SCRL de droit Belge en souscrivant au capital social. Le CFONB détient 43,945 % du capital social de la société de droit Belge EBICS au 31/12/2023.

EBICS a pour vocation de développer et d'assurer la maintenance d'un standard informatique paneuropéen qui remplace à terme les protocoles ETEBAC pour la France.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les titres EBICS ont été sectorisés fiscalement.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque que la valeur d'inventaire intrinsèque comptable est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée du montant de la différence.

Au 31/12/2023, la dépréciation comptable sur cette participation est estimée à 24 121,70 €.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achats, mais on été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Effectif

La répartition du personnel au 31/12/2023 est la suivante:

Cadres:	3
Non cadres:	0

Total	3

Mise à disposition de personnel par la FBF pour 2023 de 3 personnes.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Valorisation du bénévolat

Le CFONB est une association professionnelle animée par des salariés et des cadres d'établissements bancaires sur leur temps de travail.

En conséquence, le CFONB n'a pas recours à du bénévolat mais à des contributions professionnelles.

Cotisations

L'appel de cotisations est le fait générateur retenu.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Contributions volontaires en nature

L'association a recours pour l'animation de ses groupes de travail aux ressources humaines mises à sa disposition par ses membres.

Les contributions volontaires en nature sont évaluées comme suit :

- ❖ Chaque heure est comptabilisée à 3 fois le SMIC horaire brut au 31 décembre 2023 (soit 34,56 €). Les charges sociales sont ajoutées à hauteur de 50 %.
- ❖ Pour chaque réunion des Comités de Pôles (11 réunions sur l'année)
 - La participation de l'animateur est évaluée à 8 heures
 - La participation des membres est évaluée à 4 heures chacun
- ❖ Pour chaque réunion de GT (137 réunions sur l'année)
 - La participation de l'animateur est évaluée à 8 heures
 - La participation des membres est évaluée à 2 heures chacun

En l'absence de fiches de présence correctement remplies, le calcul intègre tous les membres qu'ils soient présents ou non.

Les membres du secrétariat sont exclus du décompte.

La contribution de l'ensemble des établissements de la place est de 8 433 heures pour l'année 2023, soit l'équivalent de 5 ETP. Cela représente un montant de 437 167 €.

Pour tenir compte du statut de membre suppléant versus celui de membres titulaires, le nombre d'heures totales est réduit de 20%.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023	
		Valeurs brutes début d'exercice	Augmentations		Diminutions		
			Révaluations	Acquisitions	Viremt p à p.		Cessions
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	46 446,00				46 446,00	
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	46 446,00				46 446,00	
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	2 835,72				2 835,72	
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	21 442,94	1 836,00			23 278,94	
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	24 278,66	1 836,00			26 114,66	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	400 000,00				400 000,00	
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	400 000,00				400 000,00	
TOTAL		470 724,66	1 836,00			472 560,66	

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement			
	Donations temporaires d'usufruit			
	Autres	16 974,99	14 756,00	31 730,99
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 974,99	14 756,00	31 730,99
CORPORELLES	Terrains			
	Constructions sur sol propre			
	sur sol d'autrui			
	instal. agencement aménagement			
	Instal technique, matériel outillage industriels			
	Autres instal., agencement, aménagement divers	2 835,72		2 835,72
	Matériel de transport			
	Matériel de bureau, mobilier	17 770,29	2 155,03	19 925,32
	Emballages récupérables et divers			
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 606,01	2 155,03	22 761,04
TOTAL		37 581,00	16 911,03	54 492,03

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	24 121,70			24 121,70
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	24 121,70			24 121,70
TOTAL GENERAL		24 121,70			24 121,70
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

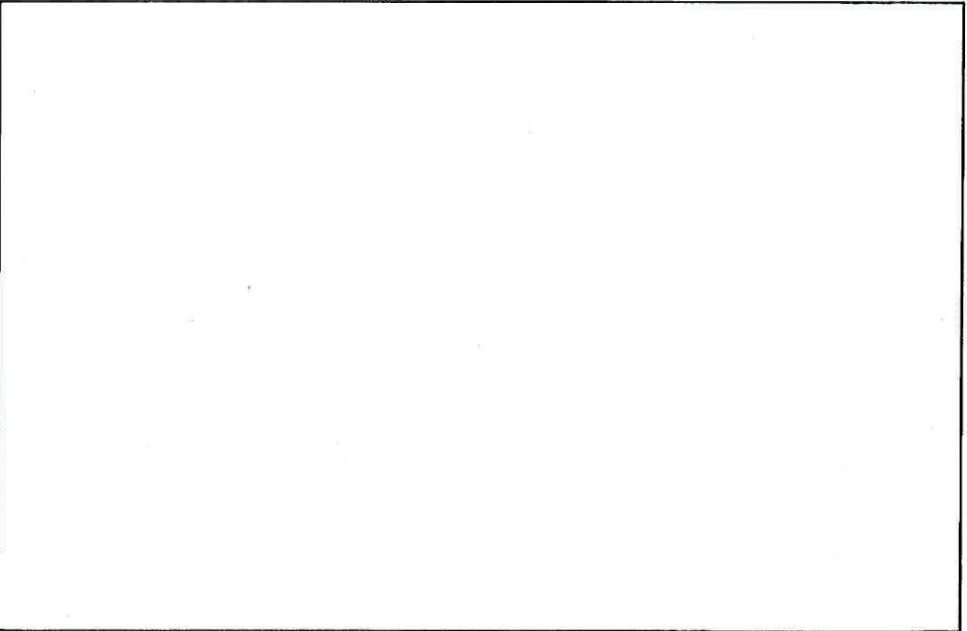
Etat exprimé en euros

	31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients, usagers douteux ou litigieux			
Autres créances clients, usagers	16 664,76	16 664,76	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxes sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	1 222,17	1 222,17	
Charges constatées d'avance	1 621,09	1 621,09	
TOTAL DES CREANCES	19 508,02	19 508,02	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	199,08	199,08		
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	181 466,78	181 466,78		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	4 487,42	4 487,42		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 304,22	3 304,22		
Impôts sur les bénéfices	765,00	765,00		
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	261,00	261,00		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, entités affiliées				
Autres dettes				
Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES	190 483,50	190 483,50		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	278 930,07				278 930,07
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	400 000,00				400 000,00
Autres réserves					
Report à nouveau	270 124,58	156 774,77			426 899,35
Excédent ou déficit de l'exercice	156 774,77	(156 774,77)	118 210,43		118 210,43
Situation nette	1 105 829,42		118 210,43		1 224 039,85
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 105 829,42		118 210,43		1 224 039,85



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		9 974
Autres créances clients		9 974
<i>FACTURES A ETABLIR</i>	<i>9 974</i>	

Charges à payer

État exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		30 361
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		192
<i>INTERETS A PAYER</i>	<i>192</i>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		30 169
<i>FOURNISSEUR FNP</i>	<i>30 169</i>	

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

--

Charges constatées d'avance

--

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	31/12/2023	31/12/2022	%	%	31/12/2023	31/12/2022	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	4 284,00	4 032,00	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	4 284,00	4 032,00	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	4 284,00	4 032,00	100,00	100,00				

Filiales et participations



Etat exprimé en euros

31/12/2023

	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
2. Participations (10 à 50 %)					
EBICS	910 216,00	853 952,35	43,95	400 000,00	375 878,30
1. Filiales (Plus de 50 %)					
2. Participations (10 à 50 %)					
EBICS			93 000,00	(162,48)	
B. Renseignements globaux	Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A		
	françaises	étrangères	françaises	étrangères	
Capital					
Capitaux propres					
Quote part détenue en pourcentage					
Valeur comptable des titres détenus - Brute					
Valeur comptable des titres détenus - Nette					
Prêts et avances consentis					
Montant des cautions et avals donnés					
Chiffre d'affaires					
Résultat du dernier exercice clos					
Dividendes encaissés					

--